

Les journaux, l'opinion publique et la Deuxième Guerre mondiale

Éric Amyot

Genèse et historique du gouvernement responsable au Canada :
1848-1998

Volume 6, numéro 3, printemps 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063675ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063675ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Amyot, É. (1998). Compte rendu de [Les journaux, l'opinion publique et la Deuxième Guerre mondiale]. *Bulletin d'histoire politique*, 6(3), 134-141.
<https://doi.org/10.7202/1063675ar>

Les journaux, l'opinion publique et la Deuxième Guerre mondiale.

•••

Éric Amyot (1)
département d'histoire, Université McGill

Réflexions suscitées par la parution d'un recueil de textes sur la presse canadienne et la Deuxième Guerre mondiale.

Claude Beauregard, Serge Bernier et Edwidge Munn (dir.),
La presse canadienne et la Deuxième Guerre mondiale: recueil de textes. Ottawa, ministère de la Défense nationale, Service historique, 1997.

Il y a quelques mois, grâce aux efforts de Claude Beauregard, Serge Bernier et Edwidge Munn, le Service historique du ministère de la Défense nationale du Canada publiait, sous une même couverture, trois études portant sur les opinions exprimées par les journaux canadiens au sujet de la participation canadienne à la Deuxième Guerre mondiale. Les deux premiers textes, écrits respectivement par Florent Lefebvre (2) et Elizabeth Armstrong (3), avaient déjà été publiés en anglais sous les auspices de l'Institut canadien des Affaires internationales en 1940 et 1942. Quant au texte du major Oglesby (4), écrit en 1949 pour le Service historique de l'Armée de terre, il était resté jusqu'à maintenant inédit.

Nous devons d'emblée remercier Beauregard, Bernier et Munn pour la traduction et la publication de ces trois textes. Contrairement à ce que certains pourraient croire, l'histoire canadienne et québécoise pendant la Deuxième Guerre mondiale reste méconnue. La surenchère médiatique des dernières années n'a pas comblé les lacunes de l'historiographie. Il ne faudrait surtout pas confondre étalage médiatique et savoir historique. Les textes de Lefebvre, Armstrong et Oglesby s'ajoutent aux travaux effectués par

l'Association québécoise d'histoire politique et de quelques autres historiens qui, au cours des dernières années, ont multiplié les recherches pour mieux faire connaître une période que certains, pour des motifs politiques, voudraient voir trouble.

Des trois textes, celui de Florent Lefebvre est, à notre avis, le plus intéressant. Contrairement à Armstrong et Oglesby, Lefebvre analyse de façon plus systématique et avec plus de rigueur les journaux canadiens-français. Il situe par exemple très bien les tendances idéologiques et les opinions politiques des publications qu'il étudie.

Trois points importants ressortent du texte de Lefebvre. Tout d'abord, on constate que la presse canadienne-française suit de près la situation en Europe, aussi bien avant qu'après le début des combats. Dans la mesure où les journaux jouissent d'un lectorat important, l'analyse de Lefebvre s'ajoute aux travaux récents qui ont permis de remettre en question l'image d'un Québec replié sur lui-même et coupé du monde (5).

De plus, comme l'écrivent, en préface, Beauregard, Bernier et Munn, lorsqu'ils ont à prendre parti, «les journalistes du Canada français se rangent dans leur très vaste majorité dans le camp des démocraties (6)». Avant le début des hostilités, les journaux nationalistes ont certes souhaité une médiation italienne et critiqué la diplomatie britannique (7). Cependant, une fois la guerre commencée, ces publications unissent leurs voix à celles des journaux libéraux pour condamner l'Allemagne nazie. Voici une réalité importante à rappeler à tous ceux trop pressés à dénoncer un Québec fasciste.

Finalement, sauf pour *Le Devoir* et quelques hebdomadaires nationalistes qui continuent à prôner l'isolationnisme, les journaux canadiens-français appuient la participation canadienne aux côtés de l'Angleterre. Quant à la forme que doit prendre cet appui, la position des journaux libéraux diffère peu de celle défendue par leurs vis-à-vis nationalistes, à savoir une participation limitée où priment les intérêts canadiens.

Le texte d'Oglesby s'avère une des rares études disponibles sur l'opinion exprimée par les médias canadiens au sujet des activités militaires pendant la Deuxième Guerre mondiale. On ne peut donc que se féliciter de sa publication. La recherche d'Oglesby est également digne de mention pour ce qu'elle révèle de l'interaction entre les médias — et indirectement l'opinion publique — et les politiques du gouvernement de Mackenzie King (8). Il est

ainsi plus facile de constater l'embarras dans lequel se trouvait le cabinet King, coincé entre une presse canadienne-anglaise réclamant une participation militaire plus importante en Europe, et une opinion canadienne-française préoccupée avant tout par la défense du continent et hostile à toute forme de conscription pour le service outre-mer.

Mais la recherche d'Oglesby n'est pas sans quelques faiblesses. La lecture du texte s'avère parfois ennuyeuse et ardue pour celui qui connaît mal la période. L'auteur multiplie les citations de politiciens et de journalistes sans toujours informer le lecteur de leurs tendances politiques, ni sans fournir adéquatement le contexte dans lequel ces opinions ont été exprimées. De plus, l'auteur utilise peu la presse canadienne-française et quand il le fait, il ne la distingue pas de la presse canadienne-anglaise. Résultat, Oglesby fait constamment référence à l'opinion canadienne, sans départager les sentiments des deux communautés linguistiques.

Aussi étrange que cela puisse paraître, c'est le texte le plus connu des trois, celui d'Elizabeth Armstrong, qui apparaît aujourd'hui le plus faible. Comme l'ont souligné Beauregard, Bernier et Munn, «Armstrong n'hésite pas à se lancer dans le débat (9)», au détriment parfois d'une analyse objective et détachée. Les auteurs de la préface mentionnent avec justesse le ton vaguement «paternaliste» d'Armstrong. N'oublions pas que ce texte a été écrit à l'été 1941 pour un auditoire canadien-anglais. A-t-elle voulu atténuer la méfiance des anglophones vis-à-vis des Canadiens français?

Armstrong reproduit les déclarations et les affirmations sans toujours les appuyer solidement avec des faits. Elle interprète librement les informations contradictoires qu'elle recueille pêle-mêle. C'est par exemple le cas de son évaluation des sentiments canadiens-français vis-à-vis de Gaulle et Pétain. Selon Armstrong, après l'accueil favorable des Canadiens français au régime du maréchal Pétain, «[v]ers le milieu de l'été 1940, l'opinion publique canadienne-française [...] a commencé à montrer des signes de partage entre Vichy et la France libre de de Gaulle (10)». Pourtant, à la page suivante, elle signale, avec justesse, que l'appel du général de Gaulle aux Canadiens français le 1er août (11) reste pratiquement sans réponse. Un peu plus loin, s'appuyant sur un article du 29 octobre 1940 de l'*Action catholique*, Armstrong conclut au désenchantement du journal face au régime de Vichy, et plus encore, y voit par extension, un symbole du changement de l'opinion canadienne-française vis-à-vis le gouvernement Pétain (12).

Armstrong commet l'erreur de ne pas soulever l'ambiguïté de l'opinion canadienne-française envers Vichy : si elle condamne la collaboration franco-allemande, elle appuie la Révolution nationale. De tous les aspects du régime de Vichy, la politique de collaboration est le plus détestable pour les Canadiens français. La presse juge sévèrement tout geste posé et toute parole prononcée par les dirigeants de Vichy qui favorise la collaboration (13). Montoire, les entretiens entre Darlan et Hitler au printemps 1941, l'aide logistique apportée à l'Allemagne en Syrie à la même époque, les protocoles de Paris, etc., autant d'événements qui provoquent maintes réactions hostiles au Canada français.

Toutefois, à travers ses condamnations, la presse canadienne-française ménage le maréchal Pétain. On refuse d'imputer la responsabilité d'une telle politique au héros de Verdun. Aussi tardivement qu'au printemps 1942, après le retour de Laval aux affaires, une partie de la presse ne se lasse toujours pas d'admirer le Maréchal. C'est le cas de *L'Action catholique* qui refuse de le blâmer : «C'est une nouvelle victoire de l'Allemagne sur la France car le nouveau ministre est le champion de la collaboration avec le vainqueur. On peut être certain que si Pétain appelle Laval dans son gouvernement c'est contre son gré (14)».

Tout comme elle épargne le Maréchal, la presse canadienne-française critique rarement la Révolution nationale, du moins dans les premières années du régime de Vichy. C'est donc sans surprise que l'on retrouve dans *L'Action catholique* du 21 novembre 1940, moins d'un mois après Montoire, cet éditorial de Louis-Philippe Roy :

[N]ous ne cesserons d'applaudir le vieux Maréchal dans sa lutte contre les sociétés secrètes, contre l'alcoolisme, contre les criminels expulsés des autres pays, contre l'immoralité du film, contre les trusts, pas plus que nous ne cesserons d'applaudir le courageux chef dans sa lutte pour la restauration de la famille, du travail, de la natalité, pour la reconnaissance civile des religieux et religieuses (15).

Hâtive dans ses conclusions au sujet de l'opinion exprimée par les journaux, Armstrong l'est également en ce qui concerne l'opinion publique dans son ensemble. L'espace nous manque pour nous étendre sur le sujet. Mentionnons seulement qu'à l'été 1942, après moult exemples de collaboration franco-allemande, les Canadiens français, sondés par le Canadian Institute of Public Opinion, sont partagés entre Pétain et de Gaulle (16).

À la question «Lequel de ces trois hommes a fait le plus pour la population de la France?», si Pierre Laval ne recueille qu'un maigre 1 %, Pétain peut se vanter d'obtenir l'assentiment de 46 %, faisant jeu égal avec son rival de Gaulle, à 45 %.

Cela étant dit, le texte d'Elizabeth Armstrong n'est pas sans intérêt. Notons par exemple la justesse de son analyse, à l'été 1941, de l'hostilité des Canadiens français face à la conscription, analyse confirmée par les résultats du plébiscite du 27 avril 1942:

Le courant de l'opposition canadienne-française au service outre-mer obligatoire est très fort et, même aujourd'hui, il donne peu de signes d'affaiblissement. Les Canadiens français demeurent convaincus que la majorité anglophone a sacrifié les intérêts du Québec et du Canada au cours de la dernière guerre et ils craignent qu'un Canada anglophone terriblement inquiet pour la Grande-Bretagne ne tente d'imposer la conscription au Québec (17).

Mais au-delà des mérites et des défauts de chacun des trois textes, nous ne devons pas voir dans ces études plus que ce qu'elles contiennent : trois estimations de l'opinion publique exprimée à travers la presse. Elles suggèrent des pistes, montrent certaines tendances, mais ne ferment pas le débat sur l'opinion publique.

Cela nous amène à nous interroger sur l'utilité des journaux comme instrument de mesure de l'opinion publique. Habituellement, un chercheur qui veut cerner les humeurs de l'opinion à une période donnée se réfère aux journaux. C'est ce que firent Lefebvre en 1940, Armstrong en 1941 et Oglesby en 1949. C'est ce que firent également Mason Wade dans les années soixante et Sylvie Guillaume dans les années soixante-dix (18). Lors de la rédaction de notre thèse de doctorat sur la propagande vichyste et gaulliste au Canada pendant la Deuxième Guerre mondiale (19), nous avons aussi largement utilisé les journaux pour évaluer l'opinion publique canadienne-française.

Analyser l'opinion de cette façon offre plusieurs avantages méthodologiques (facilité d'accès et multitude des sources). Cela permet également d'évaluer, dans une certaine mesure, la place prise par une question donnée au sein du débat public. Mais, une fois les contenus éditoriaux des journaux analysés, comment mesurer l'impact des positions éditoriales sur l'opinion publique?

La façon la plus simple et la plus rapide de mesurer l'influence d'un journal est de comparer son tirage avec celui de ses concurrents. Évalué de la sorte, *Le Devoir* des années quarante passerait pour un joueur plutôt marginal. Avec un tirage qui oscille aux environs de 20 000 exemplaires (20), il arrive loin derrière des journaux comme *La Presse*, *Le Soleil* ou *l'Action catholique*. Pierre Anctil, dans *Le Devoir, les Juifs et l'immigration*, remet en question l'impact du *Devoir* sur le Canada français des années trente et quarante en évoquant la faiblesse de son tirage (21).

Mais une telle grille d'évaluation est-elle satisfaisante? À ne regarder que les chiffres bruts pendant la guerre, *Le Devoir* n'aurait que le dixième de l'influence de *La Presse*. Toutefois, lorsqu'on examine les rapports rédigés par les fonctionnaires vichystes, gaullistes ou canadiens, *Le Devoir* est toujours au centre des analyses de la presse, alors que le journal *La Presse* attire rarement l'attention. Pourquoi, à Ottawa, à Vichy et à Londres, se montre-t-on à ce point attentif aux prises de position d'un quotidien ayant un si faible tirage?

C'est que l'impact d'un journal comme *Le Devoir* vient essentiellement de la catégorie de lecteurs qu'il attire. *Le Devoir* s'adresse à l'élite canadienne-française, à celle qui, en partie du moins, modèle l'opinion publique. Les agents gaullistes en poste au Canada ne cessent de rappeler à leurs supérieurs la prépondérance du journal dans les séminaires et les presbytères (22). À titre de journal d'idées, *Le Devoir* rivalise plutôt avec d'autres journaux d'opinion comme *Le Jour*, *Le Canada* ou *Le Soleil*.

Mais une publication peut être autant un reflet partiel des opinions présentes dans une société qu'un instrument pour influencer cette même société. Instrument d'information, il peut également devenir instrument de propagande. Les journaux du Canada français des années quarante sont, parfois malgré eux, des agents discrets de propagande. Il y a tout d'abord la pression exercée par l'État canadien : censure officielle et autocensure qui en découle. Il y a également la pression discrète exercée par les propriétaires des journaux. Aujourd'hui, comme à l'époque d'ailleurs, tout le monde reconnaît que *Le Canada* reflétait plus ou moins l'avis du gouvernement libéral de Mackenzie King, alors que *l'Action catholique* représentait l'opinion de l'évêché de Québec.

L'étude des journaux pose d'autres difficultés. Comme l'écrit Arcand, «[l']impact réel des opinions exprimées par les éditorialistes sur la population en général nous échappe (23)». Comment mesurer l'influence des journaux

d'opinions sur les élites intellectuelles et comment ensuite estimer le poids des élites sur l'opinion publique en général?

Les résultats du plébiscite d'avril 1942 illustrent à merveille les limites d'une lecture de l'opinion fondée exclusivement sur les imprimés. Comme l'écrivait André Laurendeau une vingtaine d'années après la crise, de tous les médias canadiens-français importants, *Le Devoir* fut le seul à s'engager à fond derrière la campagne de la Ligue pour la défense du Canada (24). Robert Rumilly, autre témoin de l'époque, confirme : «[l]a coalition conscriptionniste est sûre de presque tous les journaux du pays, peut-être de tous les quotidiens, à l'exception du *Devoir* (25)». Malgré ce handicap, la Ligue réussira à convaincre, dans la province de Québec, plus de 80 % des électeurs francophones (26).

Nous partageons le sentiment d'Arcand pour qui les contenus éditoriaux permettent «de cerner les idées qui circulent parmi l'élite et qui, par la voie des journaux, finissent par influencer l'opinion de la masse (27)». Les médias imprimés constituent donc des outils de mesure valables, mais incomplets.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. L'auteur a soutenu à l'hiver 1998 une thèse de doctorat en histoire à l'Université McGill qui a pour titre «Vichy, la France libre et les Canadiens français».
2. Florent Lefebvre, «La presse canadienne-française et la guerre», *La presse canadienne et la Deuxième Guerre mondiale*, p. 13-45.
3. Elizabeth H. Armstrong, «L'opinion des Canadiens français sur la guerre», *La presse canadienne et la Deuxième Guerre mondiale*, p. 53-92.
4. R.B. Oglesby, «L'opinion publique canadienne sur l'emploi de l'Armée canadienne, 1939-1945», *La presse canadienne et la Deuxième Guerre mondiale*, p. 95-189.
5. Voir par exemple Gérard Bouchard, Yvan Lamonde (dir.), *Québécois et américains. La culture québécoise aux XIXe et XXe siècles*. Montréal, Fides, 1995; Marc Charpentier, *Columns on the March: Montreal Newspapers Interpret the Spanish Civil War, 1936-1939*, Mémoire de maîtrise, Université McGill, 1992; Donald Cuccioletta, «L'isolationnisme ou le refus de l'Europe: les Canadiens français, les Américains et la Deuxième Guerre mondiale», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 3/4.
6. Beauregard, Bernier et Munn, *La presse canadienne et la Deuxième Guerre mondiale*, p. 5.
7. Lefebvre, «La presse canadienne-française et la guerre», pp. 16 et 19.
8. *Ibid.*, voir par exemple p. 120-121.

9. Beauregard, Bernier et Munn, *La presse canadienne et la Deuxième Guerre mondiale*, p. 6.
10. Armstrong, «L'opinion des Canadiens français sur la guerre», p. 62.
11. Et non pas le 2 août 1940 comme elle l'écrit.
12. Armstrong, «L'opinion des Canadiens français sur la guerre», p. 65.
13. Robert Arcand. «Pétain et de Gaulle dans la presse québécoise entre juin 1940 et novembre 1942», *Revue d'histoire d'Amérique française*, vol. 44, n° 3, hiver 1991, p. 369, 372-373, 375.
14. *L'Action catholique*, 14 avril 1942. Cité dans Stéphane Dionne. *La presse écrite canadienne-française et de Gaulle*, mémoire de maîtrise (science politique), Université de Montréal, p. 72.
15. *L'Action catholique*, 21 novembre 1940, cité dans Arcand, «Pétain et de Gaulle dans la presse québécoise», p. 371.
16. Wilfrid Sanders. «Rapport confidentiel au sujet d'un sondage mené en juillet 1942 auprès des Canadiens français de la province de Québec», *Jack et Jacques, l'opinion publique au Canada pendant la Deuxième Guerre mondiale*. Montréal, Comeau & Nadeau Éditeurs, 1996.
17. Armstrong, «L'opinion des Canadiens français sur la guerre», p. 70.
18. Mason Wade, *Les Canadiens français, de 1760 à nos jours. Tome II: 1911-1963*, Ottawa, le Cercle du livre français, 1963; Sylvie Guillaume, *Les Québécois et la vie politique française, 1914-1969, parentés et dissemblances*, thèse de doctorat (histoire), Université de Bordeaux III, 1975.
19. Éric Amyot, *La bataille pour le Québec: Vichy, la France libre et les Canadiens français, 1940-1945*, thèse de doctorat (histoire), Université McGill, 1998.
20. Arcand, «Pétain et de Gaulle dans la presse québécoise», p. 365. Lefebvre parle plutôt d'un tirage de 13600 copies.
21. Pierre Anctil, *Le Devoir, les Juifs et l'immigration*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, p. 101-102.
22. Voir par exemple *Ministère des Affaires étrangères (Paris)*, série guerre 39-45, sous-série Londres, vol. 198. Note rédigée le 12 octobre 1942 à Londres par le médecin lieutenant-colonel Vignal, premier représentant du général de Gaulle au Canada.
23. Arcand, «Pétain et de Gaulle dans la presse québécoise», p. 386.
24. André Laurendeau, *La crise de la conscription, 1942*, Montréal, Éditions le Jour, 1962, p. 83.
25. Robert Rumilly, *Histoire de Montréal, Tome V: 1939-1967*, Montréal, Fides, 1974, p. 62.
26. Laurendeau, *La crise de la conscription*, p. 119-120.
27. Arcand, «Pétain et de Gaulle dans la presse québécoise», p. 386.